

Global Civil Society Statement on Child Labour in Cocoa

June 12th, 2021

Today, June 12th, is the International Day against Child Labour. On this day, as a large group of civil society organisations working on human rights in the cocoa sector across the world, we urgently call on chocolate & cocoa companies and governments to start living up to decades-old promises. The cocoa sector must come with ambitious plans to develop transparent and accountable solutions for current and future generations of children in cocoa communities.

This year marks the twentieth anniversary of the chocolate industry's promise to end child labour in the cocoa sector of Ghana and Cote d'Ivoire, a commitment they made under the 2001 Harkin-Engel Protocol and renewed again with the 2010 Framework of Action. Furthermore, it is the International Year for the Elimination of Child Labour.

This year should have been a landmark in the fight against child labour in cocoa. Instead, the cocoa sector as a whole has been conspicuously quiet on this topic.

Child labour is still a reality on West African cocoa farms, and there is strong evidence that forced labour continues in the sector as well. Recent reports - such as Ghana's GLSS 7 survey and the study of the University of Chicago commissioned by the United States government - show that close to 1.5 million children are engaged in hazardous or age-inappropriate work on cocoa farms in Ghana and Cote d'Ivoire. The vast majority of these child labourers are exposed to the worst forms of child labour, such as carrying heavy loads, working with dangerous tools, and

increasing exposure to harmful agrochemicals.

After two decades of rhetoric, voluntary initiatives, and pilot projects, it is clearer than ever that ambitious, sector-wide action is needed, coupled with binding regulations, to address both child labour and the poverty that lies at its root.

These solutions must include regulations for mandatory human rights due diligence for companies operating in all major cocoa consuming countries, including avenues for legal remedy in those companies' home countries. We note with interest the developments around regulations in the EU, although the announced delays are concerning. We also observe that the United States - the world's number one cocoa consuming country - is particularly lagging in regulatory developments on this issue.

The industry, however, cannot use a lack of regulation as an excuse not to shoulder their own responsibility. As such, every chocolate and cocoa company should have a system in place that monitors and remediates child labour in all of their value chains with a child labour risk. The impact of these systems must be communicated publicly and transparently in a way that enables meaningful participation and access to remedy for workers and their representatives.

In parallel, effective partnerships between producer and consumer countries are needed to work on the necessary enabling environment. These must be developed in a much more inclusive manner than previous attempts, bringing in civil society organisations,

independent trade unions, local communities, and farmer representatives. Adequate resources must be provided to enable these local actors to participate as equals in the development and implementation of solutions.

Child labour can only be effectively tackled if its root causes are also adequately addressed. As such, the cocoa sector must ensure that child labour approaches are deeply embedded into realistic and ambitious strategies to achieve a living income for all cocoa households. Such strategies must include the payment of fair and just

remuneration at the farm gate; prices need to be sufficient to provide a living income. There are clear calculations available for Living Income Reference Prices, which are not even close to being met.

In all, this process must deliver time bound and measurable action plans that are ambitious enough to cover the full scope of the challenge ahead.

It is time that the cocoa sector lived up to its promises and started to deliver on a sector wide and ambitious plan to tackle child labour and poverty. The industry's collective silence this year is shameful and inappropriate.

Signatories

- ABW/FGTB HORVAL - Belgium
- Be Slavery Free - Australia
- Child Labour Coalition - United States
- Conservation Alliance International - Ghana
- COOPASA - Côte d'Ivoire
- COOPS Ecam M'bloussouè - Côte d'Ivoire
- EcoCare Ghana - Ghana
- Fair Trade Advocacy Office - Belgium
- Fair World Project - United States
- Fairtrade - Global
- Forum Fairer Handel e.V. - Germany
- Freedom United - Global
- Global Media Foundation - Ghana
- Green America - United States
- Inades Formation Côte d'Ivoire - Côte d'Ivoire
- Indigenous Women Empowerment Network - Ghana
- INKOTA-netzwerk - Germany
- International Rights Advocates - United States
- ISCC - Germany
- Mighty Earth - United States
- ONG GAYA - Côte d'Ivoire
- Oxfam - Global
- Public Eye - Switzerland
- Rainforest Alliance - Global
- Réseau des Jeunes Entrepreneurs de Côte d'Ivoire (REJECI) - Côte d'Ivoire
- SchokoFair-Stoppt Kinderarbeit! - Germany
- SEND GHANA - Ghana
- Solidaridad Europe
- Solidaridad West Africa
- Südwind - Austria
- SÜDWIND-Institute - Germany
- The Human Trafficking Legal Center - United States
- Tropenbos Ghana - Ghana
- VOICE Network - Global
- World Fair Trade Organization - Global

Déclaration de la société civile mondiale sur le travail des enfants dans le cacao

12 juin 2021

Aujourd'hui, le 12 juin, c'est la Journée internationale contre le travail des enfants. En ce jour, en tant que grand groupe d'organisations de la société civile travaillant sur les droits de l'homme dans le secteur du cacao à travers le monde, nous appelons de toute urgence les entreprises de chocolat et de cacao et les gouvernements à commencer à tenir des promesses vieilles de plusieurs décennies. Le secteur du cacao doit élaborer et mettre en œuvre des plans ambitieux pour développer des solutions transparentes et responsables pour les générations actuelles et futures d'enfants dans les communautés cacaoyères.

Cette année marque le vingtième anniversaire de la promesse de l'industrie du chocolat de mettre fin au travail des enfants dans le secteur du cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire, un engagement pris dans le cadre du Protocole Harkin-Engel de 2001 et renouvelé une nouvelle fois avec le Cadre d'action de 2010. En outre, c'est l'Année internationale pour l'élimination du travail des enfants.

Cette année aurait dû être une étape importante dans la lutte contre le travail des enfants dans le cacao. Au lieu de cela, le secteur du cacao dans son ensemble a été ostensiblement silencieux sur ce sujet.

Le travail des enfants est toujours une réalité dans les exploitations cacaoyères d'Afrique de l'Ouest, et il existe de solides preuves que le travail forcé se poursuit également dans le secteur. Des rapports récents - comme l'enquête GLSS 7 du Ghana et l'étude de l'Université de Chicago commandée par le gouvernement des États-Unis - montrent que près de 1,5 million d'enfants effectuent des travaux dangereux ou inadaptés à leur âge dans les exploitations cacaoyères du Ghana et de la Côte d'Ivoire. La grande majorité de ces enfants travailleurs sont exposés aux pires formes de travail des enfants, comme le port de lourdes charges, le travail avec des outils dangereux et l'exposition croissante à des produits agrochimiques nocifs.

Après deux décennies de rhétorique, d'initiatives volontaires et de projets pilotes, il est plus clair que jamais qu'une action ambitieuse et sectorielle est nécessaire, couplée à des réglementations contraignantes, pour s'attaquer à la fois au travail des enfants et à la pauvreté qui en est la cause.

Ces solutions doivent inclure des réglementations pour une diligence raisonnable obligatoire en matière de droits de l'homme pour les entreprises opérant dans tous les principaux pays consommateurs de cacao, y compris des voies de recours juridiques dans les pays

d'origine de ces entreprises. Nous notons avec intérêt les développements autour des réglementations dans l'UE, bien que les retards annoncés soient inquiétants. Nous observons également que les États-Unis - le premier pays consommateur de cacao au monde - sont particulièrement à la traîne en ce qui concerne les développements réglementaires sur cette question.

L'industrie ne peut toutefois pas utiliser un manque de réglementation comme excuse pour ne pas assumer sa propre responsabilité. Ainsi, chaque entreprise de chocolat et de cacao doit mettre en place un système qui surveille et remédie au travail des enfants dans toutes ses chaînes de valeur présentant un risque de travail des enfants. L'impact de ces systèmes doit être communiqué publiquement et de manière transparente, d'une manière qui permette une participation significative et un accès aux recours pour les travailleurs et leurs représentants.

En parallèle, des partenariats efficaces entre les pays producteurs et les pays consommateurs sont nécessaires pour travailler sur l'environnement favorable nécessaire. Ceux-ci doivent être développés de manière beaucoup plus inclusive que les tentatives précédentes, en faisant participer les organisations de la société civile, les syndicats indépendants, les communautés locales et les représentants des agriculteurs. Des ressources adéquates doivent être fournies pour permettre à ces acteurs locaux de participer d'égal à égal à l'élaboration et à la mise en œuvre de solutions.

Le travail des enfants ne peut être combattu efficacement que si ses causes profondes sont également traitées de manière adéquate. En tant que tel, le secteur du cacao doit s'assurer que les approches du travail des enfants sont profondément ancrées dans des stratégies réalistes et ambitieuses visant à obtenir un revenu de subsistance pour tous les foyers cacaoyers. Ces stratégies doivent inclure le paiement d'une rémunération juste et équitable à la sortie de l'exploitation ; les prix doivent être suffisants pour assurer un revenu de subsistance. Il existe des calculs clairs pour les prix de référence du revenu vital, qui ne sont même pas près d'être atteints.

Dans l'ensemble, ce processus doit aboutir à des plans d'action mesurables et limités dans le temps, suffisamment ambitieux pour couvrir toute l'étendue du défi à relever.

Il est temps que le secteur du cacao tienne ses promesses et commence à mettre en œuvre un plan ambitieux à l'échelle du secteur pour lutter contre le travail des enfants et la pauvreté. Le silence collectif de l'industrie cette année est honteux et inapproprié.

Signataires

- ABVV/FGTB HORVAL - Belgique
- Be Slavery Free - Australie
- Child Labour Coalition - États Unis
- Conservation Alliance International - Ghana
- COOPASA - Côte d'Ivoire
- COOPS Ecam M'bloussouè - Côte d'Ivoire
- EcoCare Ghana - Ghana
- Fair Trade Advocacy Office - Belgique
- Fair World Project - États Unis
- Fairtrade - Mondiale
- Forum Fairer Handel e.V. - Allemagne
- Freedom United - Mondiale
- Global Media Foundation - Ghana
- Green America - États Unis
- Inades Formation Côte d'Ivoire - Côte d'Ivoire
- Indigenous Women Empowerment Network - Ghana
- INKOTA-netzwerk - Allemagne
- International Rights Advocates - États Unis
- ISCC - Allemagne
- Mighty Earth - États Unis
- ONG GAYA - Côte d'Ivoire
- Oxfam - Mondiale
- Public Eye - La Suisse
- Rainforest Alliance - Mondiale
- Réseau des Jeunes Entrepreneurs de Côte d'Ivoire (REJECI) - Côte d'Ivoire
- SchokoFair-Stoppt Kinderarbeit! - Allemagne
- SEND GHANA - Ghana
- Solidaridad Europe
- Solidaridad West Africa
- Südwind - L'Autriche
- SÜDWIND-Institute - Allemagne
- The Human Trafficking Legal Center - États Unis
- Tropenbos Ghana - Ghana
- VOICE Network - Mondiale
- World Fair Trade Organization - Mondiale